



Composé et imprimé par
SNUipp du Finistère
113 rte de Pont L'Abbé
29000 QUIMPER
☎ 02 98 53 76 77
02 98 53 72 34
Fax: 02 98 55 55 14
<http://29.snuipp.fr>
e-mail : snu29@snuipp.fr
directeur: Guy Barré
CPPAP 1009 S 05385

SNUipp infos 29

Enseignement Laïque du Finistère

N°8

15 décembre 2008

Sommaire: .p 1 :édito ; p 2 : Paritaires : les résultats; p 3 : 60 heures suspendre le dispositif ; p 4 : pas de vente à la découpe pour les associations d'éducation populaire

Nous ne serons pas les militants de l'hésitation syndicale

A la déclaration du ministre qui considère les actions syndicales démodées et rétrogrades, la profession a répondu massivement.

Ils ont été nombreux à voter pour les élections professionnelles, Ils ont largement fait confiance aux syndicats de la FSU (bête noire de notre cher ministre).

La manifestation nationale du 19 octobre , la mobilisation massive du 20 novembre ainsi que les diverses mobilisations des enseignants et des parents d'élèves commencent à porter leurs fruits. Il semblerait que le ministère soit actuellement plus hésitant sur la suppression de l'école maternelle à 2 ans et sur la suppression des RASED.

Les assemblées générales du mercredi 10 décembre qui ont réuni des centaines de personnes dans le département ont débattu et fait des propositions pour la suite de l'action.

C'est à nous, dans l'unité la plus large possible de construire un mouvement de grande ampleur pour faire reculer le gouvernement sur sa volonté de désintégration de l'école et des services publics en général.

Dès la rentrée de janvier, nous vous proposons des réunions de secteur SNUipp pour débattre des différentes propositions d'action et pour mettre en place celles qui auront été retenues.

En attendant, nous vous souhaitons à tous de bonnes vacances .

Cher Père Noël,
Je voudrais l'abandon de toute
les mesures Darcos, l'école
maternelle à 2 ans, le maintien
des RASED et des moyens pour
une école Publique de qualité .



Compte rendu de l'AG du Pays Bigouden et de l'entrevue à la permanence d'Annick Le Loch.

Nous étions une petite vingtaine à nous retrouver à l'école de Pont L'Abbé ce mercredi 10 à 16 heures, d'autres collègues s'étaient rendus directement à la permanence.

Nous étions représentatifs de la profession : syndicalistes, parents d'élèves, membres des associations complémentaires de l'école, collègues.

L'objectif des organisations signataires était de demander aux collègues comment ils voyaient la suite de l'action après les différentes actions menées tout au long du premier trimestre.

Les échanges ont beaucoup évoqué les problèmes actuels plutôt que l'action future, preuve qu'il est besoin encore de discuter et d'échanger sur tous les dossiers:

Organisation du SMA : certains maires font pression sur les collègues ; ailleurs comme à Pt l'Abbé la mairie se trouve en difficulté d'organisation. Partout il est relevé l'atteinte manifeste au droit de grève des enseignants. Il faut surtout arriver à ne pas opposer élus et enseignants sur ce dossier. Le gouvernement a déjà reculé ; il faut le contraindre à revenir sur le SMA.

Accueil des enfants de deux ans : la volonté d'accueillir tous les enfants de deux ans s'est exprimée ; à nous de réclamer les conditions favorables à cet accueil. Là encore il s'agit de ne pas opposer les municipalités à l'école : les jardins d'éveil ne peuvent être mis en place en l'état ; il faut des postes d'enseignant en maternelle. Le discours du ministre s'est adouci en ce sens ; à voir si le discours sera suivi d'effets.

Aide personnalisée : tous les participants ont souligné le besoin de pédagogie et d'information pour expliquer ce qu'est l'aide personnalisée en direction des familles.

Les parents ne se rendent pas compte que c'est deux heures de moins pour tous et deux heures souvent mal réparties pour quelques uns, dont le bénéfice est plus qu'aléatoire.

Une des propositions est de suspendre en l'état l'aide personnalisée en la remplaçant par de la concertation ce que nous permettent les textes officiels actuellement. Ce n'est pas pour autant que l'on accepte le dispositif tel qu'il est.

Associations complémentaires de l'école : leur disparition programmée va laisser les écoles dans l'embarras : USEP, OCCE sont des partenaires réguliers ; la ligue de l'enseignement, les amicales laïques sont sollicitées pour l'organisation de séjours, le financement d'activités.... Elles sont aujourd'hui indispensables au bon fonctionnement des activités scolaires et péri-scolaires.

Nous n'avons que peu abordé le second degré par manque de représentants (1).

Les propositions

Vers quoi va-t-on ? Une grève éducation ? Une grève interpro ? Une grève générale ? D'autres formes d'actions ? Chacun a pu donner son avis sans qu'il se dégage un consensus pour l'une ou l'autre forme d'action d'autant qu'en l'état nous ne savons pas quel sera notre interlocuteur début janvier et si les autres organisations syndicales s'engagent dans des mouvements unitaires.

Il semble important à tous d'occuper les médias le plus possible. C'est le but d'une action comme celle d'aujourd'hui. Il y avait beaucoup de lieux d'AG : autant que de députés et sénateurs : cela permet de faire passer notre message dans les colonnes locales.

Nous souhaitons qu'il y ait sans arrêt un va-et-vient entre les différents niveaux de débats et de décision : du local au national afin de faire remonter les propositions et faire vivre un syndicalisme interactif en phase avec la profession.

On peut regretter l'attitude de certains représentants syndicaux qui bien que n'ayant pas participé aux intersyndicales ni à l'élaboration du texte de motion commun, pas plus qu'aux échanges de courriels qui ont suivi, sont intervenus tout au long du débat de façon très critique sur le choix des termes employés dans le texte et sur la stratégie unitaire menées par toutes les autres organisations.

L'ensemble des acteurs a convenu de se retrouver dès la rentrée de janvier pour mettre en place des actions d'information en direction des parents afin qu'il comprennent la stratégie globale de destruction du service public d'éducation.

A G du 10/12/08 à Landerneau

Une soixantaine de personnes étaient présentes: des lycéens, des enseignants du 1er et 2nd degrés, des représentants syndicaux (FSU, SUD, FEP autres ??), le président de la FCPE départementale, Y. Hervé de la FOL, des parents d'élèves.

- 1) Présentation de cette journée d'actions (qui fait suite à la manif nationale à Paris le 19/10/08 et de la grève du 20/11/08 et d'actions encore antérieures): au niveau départemental, les organisations avaient décidé de convoquer des assemblées générales (bilan de la situation et actions à envisager) et de remettre une motion aux parlementaires. La presse était invitée à couvrir l'événement.
- 2) Les professeurs du lycée de l'Elorn expliquent dans les grandes lignes la réforme des lycées. Ils pointent:
 - la diminution des heures de cours et des matières enseignées (disparition de certaines).
 - le nombre de postes que l'Etat va pouvoir économiser.
 - l'augmentation du nombre d'élèves par classe.
 - la mise en concurrence des établissements par le jeu des modules.
 - la mise en place d'un bassin de recrutement qui obligera l'élève à s'éloigner de son domicile pour suivre telle ou telle option.
 - l'appauvrissement de la culture générale des élèves.
- 3) Les enseignants du 1er degré expliquent à leur tour les conséquences des réformes et leurs craintes:
 - mise en place des nouveaux programmes, des nouveaux horaires (24h au lieu de 26) et des deux heures d'aides individualisées---> rythme trop soutenu, impression de presser les élèves comme des oranges ...
 - suppression de la scolarisation des enfants de 2 ans puis de 3 ans et de 4 ans et la création de jardins d'éveil payants.
 - l'atteinte au droit de grève par le SMA.
 - recrutement de vacataires pour les remplacements.
 - l'instauration de primes pour les maîtres de CE1 et CM2.
 - la suppression des RASED.
- 4) Constats tenus par des participants et partagés par l'ensemble des présents:

Toutes ces réformes touchent l'éducation dans son ensemble (1er degré, 2nd degré, enseignement supérieur). Elles se font sans aucune concertation avec les personnels, les parents, les élèves, les mouvements pédagogiques et sans évaluation des systèmes existants. Elles se font à la va vite dans une précipitation qui ne peut engendrer que des couacs et des dysfonctionnements (exemple réforme du lycée pour la rentrée 2009 et les élèves de 3ème ne savent rien). Elles n'ont donc qu'un seul but, celui d'économiser des postes pour réduire le budget de l'état.
- 5) Craintes des personnels:
 - une externalisation des enseignements vers des boîtes privées style Acadomia.
 - un système éducatif de plus en plus inégalitaire.
 - un niveau de recrutement qui ne permettra pas aux candidats des couches moyennes de la population d'aller jusqu'à master2.
- 6) Etat d'esprit des personnels:
 - le sentiment de révolte prédomine ainsi que le ras le bol et la saturation devant les réformes et le manque de dialogue de la part du ministère.
- 7) Actions envisagées:
 - tout d'abord faire en sorte que le mouvement soit bien perçu par la population et les parents d'élèves; ne pas nous présenter comme des corporatistes ou des anti réformistes. Améliorer le système éducatif oui c'est ce que nous désirons.
 - un travail de communication est donc à faire (AG regroupant parents et enseignants de plusieurs écoles dans le secteur de recrutement d'un collègue?).
 - pique-nique lundi midi sur un rond point du centre ville de Landerneau.
 - s'inviter à la réunion avec le recteur au lycée vauban mardi 16/12.
 - ne pas faire grève mais reverser sa journée à une oeuvre caritative pour ensuite déduire cela de ses impôts (l'état paie alors).
 - refuser de faire passer les évaluations CE1 CM2(à organiser conjointement pour éviter des sanctions).
 - boycotter l'aide individualisée (à organiser conjointement pour éviter des sanctions).
 - blocage du lycée par les élèves.

L.Quézédé

17 JANVIER : MANIFESTATIONS INTERSYNDICALES EDUCATION

L'ensemble des organisations à l'origine de l'appel « L'éducation est notre avenir » appelle à amplifier les mobilisations en janvier 2009 et à faire du samedi 17 janvier dans tous les départements une journée de manifestations pour défendre le service public d'éducation que le gouvernement veut affaiblir par des budgets de régression, des mesures qui amputent son ambition et sa cohérence, et pour réclamer un véritable dialogue social.

L'ensemble des organisations dénonce une politique éducative qui méprise la jeunesse, les lycéens, les étudiants, les parents d'élèves, les collectivités territoriales, le monde associatif et les personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la jeunesse et des sports.

29 JANVIER : GREVE ET MANIFESTATIONS INTERPROFESSIONNELLES

APPEL DES ORGANISATIONS SYNDICALES

CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle **le 29 janvier 2009** : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

Elles appellent à agir massivement et interpeller les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- défendre l'emploi privé et public ;
- lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales ;
- exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;
- des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Les organisations syndicales rendront publique le 5 janvier 2009, une déclaration commune développant leurs propositions et revendications.

MARDI 6 JANVIER : REUNIONS DE SECTEUR

BREST : PL Bergot : 17h30 ; CHATEAULIN : Ecole M Curie : 17h30

CONCARNEAU : Ecole élem centre ville 17h30 ; DOUARNENEZ : Ecole élem V Hugo : 18h ;

LANDERNEAU : Ecole mat J Macé 17h30 ; LANNILIS : Ecole élem : 17h30

MORLAIX : Ecole J Jaurès : 18 h ; PAYS BIGOUDEN : Ecole mat Plomeur :17h30

QUIMPER : Ecole mat des Pommiers 18 h ; QUIMPERLE : Ecole mat Le Lézardeau : 17h30

Ordre du jour : Aide personnalisée, carte scolaire, actions, questions diverses.

Etant donné la gravité des attaques contre l'école, il est très important que toutes les écoles soient représentées.

AG Brest 10.12.08

Participation : lycéens:2 ; étudiants:9 ; parents :5 ; retraités et DDEN:4 ; enseignants premier degré: 50 à 60 ; enseignants second degré: 20 ; enseignants sup: 5.
+ environ 20 participants arrivés au fur et à mesure.
Quelques éléments notés lors des prises de parole:

« Stratégie »

- Rencontrer les lycéens et les soutenir, il faut travailler à la convergence des luttes. Le SNESUP soutien la mobilisation des étudiants quelque soit la forme.
- Entre les bonnes mobilisations des 19/10 et 20/11 et le le mouvement inter-pro envisagé pour janvier, il faut entretenir la flamme et mener des actions avant les congés de Noël. Il faut préparer des initiatives dès maintenant afin d'être opérationnels en janvier.
- Les enseignants du supérieur ont organisé une journée de débats publics autour du système éducatif et de la crise mais une grève permettrait une meilleure disponibilité et donc une meilleure participation à ces débats.
- Il faut passer à la vitesse supérieure et geler l'aide personnalisée tant que les syndicats ne seront pas entendus par le ministre. Il est nécessaire qu'un front intersyndicale se mette en place face au gouvernement. Les syndicats ne doivent pas uniquement soutenir la mobilisation. Ils doivent aussi l'initier, la construire et protéger les collègues qui prennent des risques comme la non application des nouveaux programmes en primaire. Le rôle des syndicats dans la coordination des actions prend toute son importance afin que les collègues ne partent pas de manière isolée. Il est concrètement demandé que les syndicats proposent des actions avant ce week end et communiquent les propositions dans les établissements afin que les collègues puissent revenir à l'AG de mardi avec des mandats clairs.
Il existe de nombreux sites proposant des actions mais celles-ci ne sont pas relayées.
- Il faut informer les parents de l'imposture que constitue l'aide personnalisée.
- Notre détermination dans la lutte est un facteur de prise de conscience pour les parents.

« Les revendications »

- Retrait des projet Darcos et Pécresse.
- Pour la convergence des luttes: la formation des maîtres et des enseignants, le budget (loi de finance 2009, RGPP), lutte contre la précarité (statuts), salaires.
- « Actions proposées »
- Refuser de faire passer les évaluations de CE1 et CM2.
Il existe une pétition demandant la démission de Darcos.
- Prévoir un rassemblement à Brest le 16/12 pour la venue du recteur.
- Demander autre chose que la grève, des actions le samedi.
- Le SNUipp 29 a lancé un appel à suspendre le soutien du 8 au 18/12 → appel tardif et période trop proche des congés.
- AG après les manifs afin que le maximum de monde puisse venir (information par flyers dans la manif), opération escargot, sensibilisation des familles.
- Gel de l'aide personnalisée dès la rentrée de janvier, il faut préparer cette action et lancer un mail commun.
- il faudrait deux mouvements de grève: l'un éducatif sur nos problèmes spécifiques(Rased, réforme du lycée) et l'autre inter-pro sur les questions plus générales de service public et de politique salariale.
- Organiser une réunion d'information syndicale avec tous les syndicats.
- Il faut proposer des contre-reformes pour ne pas se cantonner dans le refus, proposition d'organiser des états généraux sur les thèmes de la formation et de la qualité du service public d'enseignement, samedi 10 janvier 2009.

Propositions adoptées par les membres de l'AG :

- Le mardi 16/12 AG. À 17h30 salle des syndicats
- Organiser le gel de l'aide personnalisée (→ en inter-syndicale)
- Organiser des états généraux sur les thèmes de la formation et de la qualité du service public d'enseignement, samedi 10 janvier 2009.

Compte rendu de l'AG du 17 décembre 2008 école Jean Jaurès de Morlaix.

Nous avons commencé à 33 pour atteindre 40 personnes en cours d'assemblée. Etaient présents des collègues du premier et second degré, deux parents d'élèves et des lycéens.

Nous avons commencé par un point avec les lycéens de Tristan Corbière. Leur lycée est bloqué depuis lundi. Ils appellent au soutien de leurs professeurs pour une manif le jeudi 18. Départ prévu place de la mairie à 14 heures. Ils se rendront à la sous-préfecture de Morlaix. Le sous-préfet et le proviseur du lycée ont en effet décidé de fermer le lycée : sûrement de peur d'un accroissement de la mobilisation.

Dans un second temps, nous avons abordé la préparation de la nuit des écoles en janvier. Nous avons comme point de mire la manifestation interprofessionnelle du 29 janvier 2009 ! Il nous semble indispensable de mobiliser, d'informer et d'obtenir le soutien des parents et de la population dans son ensemble. C'est la raison de l'organisation de cette nuit des écoles.

Premier et second degré y sera représenté. La présentation du mouvement lycéen par les lycéens eux-mêmes nous semblait intéressante. Il est important de mettre en évidence ce qui intéresse les parents : répercussions des « réformes » sur la scolarité globale de leurs enfants.

Il a longtemps été question de la façon de faire venir le plus de monde possible à ces moments d'échange. Pour cela nous avons retenu l'élaboration d'un tract sur le modèle de *Quand ils sont venus*, poème de Louis Needermeier, expliquant tous les mauvais coups portés à l'Education Nationale depuis un certain nombre d'années (en cours de rédaction). Celui-ci sera distribué massivement début janvier et invitera la population aux « nuits des écoles » (nom retenu pour cette action).

Dates à retenir

- Demain, manif à Morlaix avec les Lycéens et les professeurs du secondaire.
- Mercredi 7 janvier, 17h30: nouvelle AG à Jean Jaurès pour préciser l'organisation des nuits des écoles et la distribution de tracts.
- Jeudi 8 janvier 17h30 : distribution de tracts sur 3 ronds points morlaisiens : keriven, le puits et la sermeta.
- Mardi 13 janvier : nuit des écoles au lycée Tristan Corbière (en attente pour le lycée du Léon à Landivisiau)
- Mardi 20 janvier : nuit des écoles à Carantec et Jaurès Morlaix.
- Mardi 27 janvier : nuit des écoles au collège du château.

Se pose la question de la participation d'autres établissements. Lesquels ? A quels moments ?

AG DOUARNENEZ

17 personnes dont 9 du 1^{er} degré, 1 DDEN, 1 retraité, 5 du 2nd degré public, 1 du 2nd degré privé.

Le SNUipp a fait remarquer que le rôle d'une AG était de débattre, de prendre la température de la profession (voire d'organiser des actions locales) et de faire remonter aux instances syndicales les propositions des participants pour des actions plus dures et plus larges.

Les organisations décident ensuite de l'action à mener.

- Les participants après avoir fait un tour des attaques contre l'école ont estimé qu'il fallait continuer, renforcer les actions dans l'unité la plus large.
- La grève même si ce n'est pas la panacée doit faire partie de l'arsenal et la majorité des participants a estimé que la proposition d'une collègue de grève du zèle n'avait aucun impact.
- Il va falloir informer et convaincre les parents d'élèves, des réunions avec les parents dans tous les établissements sont souhaitées par tous.

La question du gel de l'aide individualisée dans les écoles a été évoquée mais pour que cette action soit efficace sans mettre en danger les collègues, il faut que ce soit une action nationale et massive

CONCARNEAU

Une trentaine de personnes, enseignants et DDEN ont débattu et se sont inquiétées des attaques subies par le service public d'éducation et par les services publics en général .

- Nécessité de mobiliser le public et le privé pour faire pression sur le gouvernement .
- Importance des actions collectives .
- Propositions
 - informer chaque jour la presse du nombre d'enfants du département qui n'ont pas eu d'enseignant pour cause d'absence non remplacée .
 - organiser de nouvelles AG de personnels par secteurs géographiques .
 - Organiser des réunions d'information pour les parents d'élèves .

